

Commissie voor Economie,
Consumentenbescherming en
Digitalisering

van

WOENSDAG 28 JANUARI 2026

Namiddag

Commission de l'Économie, de la
Protection des consommateurs et de
la Digitalisation

du

MERCREDI 28 JANVIER 2026

Après-midi

Le développement des questions commence à 16 h 19. La réunion est présidée par M. Roberto D'Amico.

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.19 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Roberto D'Amico.

01 Actualiteitsdebat over Mercosur en toegevoegde vragen van

- Dieter Keuten aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De gevolgen van een eventueel Mercosur-akkoord" (56012133C)

- Charlotte Verkeyn aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Mercosur" (56012191C)

- Patrick Prévot aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Het akkoord met de Mercosur-landen en de boerenbetogingen" (56012192C)

- Sarah Schlitz aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De goedkeuring van het EU-Mercosur-akkoord en de gevolgen voor onze landbouwers" (56012275C)

- François De Smet aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De goedkeuring van het Mercosur-EU-akkoord door het Coreper op 9 januari 2026" (56012276C)

01 Débat d'actualité sur le Mercosur et questions jointes de

- Dieter Keuten à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les conséquences d'un éventuel accord avec le Mercosur" (56012133C)

- Charlotte Verkeyn à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Le Mercosur" (56012191C)

- Patrick Prévot à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'accord avec les pays du Mercosur et les manifestations des agriculteurs" (56012192C)

- Sarah Schlitz à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Le vote de l'accord UE-Mercosur et l'impact sur nos agriculteurs" (56012275C)

- François De Smet à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'accord intervenu au COREPER le 9 janvier 2026 concernant le traité Mercosur-UE" (56012276C)

01.01 Dieter Keuten (VB): Ik heb een vraag over het Mercosur-handelsakkoord, waarvoor onlangs nog enkele nieuwe stappen zijn gezet in het Europees Parlement.

Het Vlaams Belang is zeer trots en verheugd dat dankzij de steun van onze fractie in het Europees Parlement, de Patriotten voor Europa, de Mercosur-handelsovereenkomst nu aan een juridische toetsing wordt onderworpen. Dat is een overwinning van de democratie op de macht van de Europese Commissie. Dat betekent uiteraard niet dat het handelsakkoord van de baan is. Daarom blijft mijn vraag, zoals ik die begin dit jaar indiende, relevant.

De aanleiding voor mijn vraag, mijnheer de minister, was de aankondiging van de Franse regering dat zij de invoer wil opschorten van landbouw- en voedingsproducten die residuen bevatten van gewasbeschermingsmiddelen die binnen de EU verboden zijn. Frankrijk verwijst daarbij naar uit derde landen afkomstige producten die worden behandeld met stoffen die Europese landbouwers niet mogen gebruiken. Het gaat er dus om het gelijke speelveld te beschermen.

Mijnheer de minister, zeer recent had u nog overleg met het FAVV en het Agrofront, waar u strengere controles op die stoffen beloofde. De Fransen wilden evenwel nog een stap verder gaan met een invoerverbod. Is België bereid dat Franse initiatief te volgen en te steunen?

Ik ben benieuwd naar uw antwoord.

01.02 Charlotte Verkeyn (N-VA): Mijn vragen zijn intussen natuurlijk een klein beetje verouderd door de stappen die ondertussen zijn genomen. Mijn vraag peilde immers naar een stand van zaken en naar ons standpunt ten aanzien van het Mercosur-akkoord.

Het standpunt van onze fractie is dat er enerzijds de economische realiteit is, met handelsakkoorden en de vrije markt, wat voor heel wat sectoren goede vooruitzichten biedt. Anderzijds is er ook de realiteit van onze landbouwers. Ook daar moeten we nagaan hoe we onze landbouwsector kunnen versterken.

Mijn vragen zijn dus gedeeltelijk achterhaald door de recente ontwikkelingen. Ik wens alleen nog te peilen naar de stand van zaken. Wat is het huidige standpunt en wat zal er nog volgen?

01.03 Patrick Prévot (PS): Monsieur le ministre, le 17 janvier, la présidente de la Commission européenne a signé l'accord avec le Mercosur et, permettez-moi de vous le dire, vous n'avez rien fait ou si peu pour l'en empêcher. Le 9 janvier, lors du vote crucial des États européens, vous avez donné à notre pays la consigne de s'abstenir. Une nouvelle fois, notre pays a adopté une position chèvre-choutiste, une spécialité belge lorsqu'il s'agit d'accords débridés.

En Wallonie, on entend la ministre Dalcq dire "Non, nous ne soutiendrons pas le Mercosur". Mais vous, ministre MR, que faites-vous au moment fatidique? Vous décidez de ne pas décider, dans une forme de résignation complice. Monsieur le ministre, je le dis depuis des années, il y a définitivement un MR des villes et un MR des champs. J'en veux pour preuve ultime les propos de votre président, Georges-Louis Bouchez, dans la DH la semaine dernière. Il évoquait le report de la ratification en ces termes – vous allez le reconnaître dès la première phrase –: "ils n'ont rien compris. C'est un outil formidable pour l'Europe, il faut créer du lien avec les pays d'Amérique du Sud".

Mais, heureusement, la démocratie est vivante. Et, ce 21 janvier, le Parlement européen a voté le renvoi du traité Mercosur devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Pour notre agriculture, pour notre santé publique, pour nos exigences environnementales, c'est évidemment une victoire. La pression a payé, les mouvements de grogne des agricultrices et des agriculteurs ont payé. L'agriculture n'a pas été sacrifiée sur l'autel du libre-échange dérégulé, en tout cas, pas pour l'instant.

Bien entendu, ce n'est qu'une étape. Il y aura d'autres batailles à livrer, et une de ces batailles est justement le jeu serré qui a lieu actuellement entre le Parlement, la Commission et le Conseil autour de la question de savoir si l'accord avec le Mercosur s'appliquera provisoirement dans l'attente de la décision de la Cour de justice. Pour nous, au Parti Socialiste, ce serait inadmissible. Il faut évidemment attendre la décision de la justice et respecter le vote du Parlement.

Monsieur le ministre, j'en viens maintenant à mes questions. Sur l'accord signé au Paraguay, que répondez-vous aux agricultrices et agriculteurs qui disent qu'il est inadapté, irrespectueux des producteurs et consommateurs européens, incohérent relativement à la reconnaissance du rôle stratégique de l'agriculture et incompatible avec ses objectifs environnementaux?

Sur l'application provisoire, le Conseil a un rôle à jouer puisqu'il a la prérogative juridique de l'application provisoire des traités et qu'il peut délivrer un message politique dans ses relations avec les autres institutions européennes. Dès lors, quelle est la position du gouvernement fédéral? Quelle est la position de la Belgique? Allez-vous faire tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher l'application provisoire du traité avec le Mercosur d'ici la décision de la CJUE et le vote sur l'adoption par le Parlement européen?

Et, enfin, c'est une question assez facile, mais j'aimerais vous entendre y répondre, pouvez-vous vous positionner officiellement? Êtes-vous pour l'accord du Mercosur, comme le député Georges-Louis Bouchez, ou êtes-vous encore un peu aux côtés des agriculteurs?

Je vous remercie d'avance de vos réponses.

01.04 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, le 9 janvier dernier, les 27 États membres de l'Union européenne ont adopté l'accord UE-Mercosur à la majorité qualifiée, malgré les votes contre

de la France, de la Pologne, de la Hongrie et de l'Irlande. Notre pays s'est abstenu lors de ce vote, laissant donc passer une occasion de réaffirmer le soutien aux agriculteurs belges qui nous nourrissent. Plusieurs retournements de situation ont été observés depuis le dépôt de ma question, je l'ai donc complétée.

Une semaine plus tard, la Commission européenne, représentée par Ursula von der Leyen, a signé l'accord avec les pays du Mercosur au Paraguay. La veille de l'adoption, la présidente chypriote du Conseil de l'Union européenne a retiré une déclaration politique qui aurait conditionné l'accord commercial intérimaire (ITA) au vote préalable du Parlement européen, privant effectivement l'assemblée de son contrôle parlementaire.

Toutefois, mercredi dernier, une résolution émanant de notre députée écologiste Saskia Bricmont a été adoptée pour déclencher la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, qui a maintenant dix-huit mois pour vérifier la légalité de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, ce qui suspend donc son exécution. Ce sont donc les parlementaires qui ont réussi à temporiser la conclusion de cet accord, en espérant qu'il puisse être modifié ou que d'autres pays puissent faire évoluer leur position.

Dans tout cela, les agriculteurs se retrouvent sur la sellette, ne sachant pas s'ils vont devoir faire concurrence à des producteurs d'Amérique latine qui ne sont pas sujets aux mêmes réglementations environnementales et sanitaires, alors qu'eux s'efforcent de produire local et de qualité.

Monsieur le ministre, quels arguments ont été avancés pour justifier le vote d'abstention le 9 janvier dernier? Pourquoi ne pas avoir rejoint la position de la France qui, elle, a changé sa position récemment et s'est dorénavant positionnée fermement contre cet accord?

Votre gouvernement envisage-t-il également la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, afin d'appuyer le caractère juridiquement instable de la décision de la Commission européenne de scinder l'accord en deux, contournant ainsi le contrôle parlementaire européen et national?

Quelles garanties offrez-vous à nos agriculteurs et à nos producteurs locaux? De manière plus générale, comment les soutenez-vous dans un contexte de libre-échange effréné, tel que soutenu par votre président de parti?

Je vous remercie.

01.05 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, on ne va pas se mentir: il y a un dilemme. Il y a un dilemme Mercosur. On le voit effectivement dans l'attitude de votre parti politique puisque, entre l'attitude et les propos des députés européens du MR, qui font partie de ceux qui n'ont rien compris, d'après M. Bouchez, et le langage d'un M. Bouchez, il n'y a pas de ligne claire.

On peut le comprendre sur le plan du principe, en particulier quand on voit les tensions avec les États-Unis. Quand on se dit que l'Europe ne peut pas être en guerre commerciale avec le monde entier en même temps, on peut concevoir qu'un accord de libre-échange constitue un signal politique majeur pour le développement de l'économie de l'Union. Mais à une seule condition, qui n'est pas remplie aujourd'hui: c'est que le monde agricole et les éleveurs s'y retrouvent. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. L'inquiétude du monde agricole est légitime. Elle nécessite une réciprocité d'intérêts pour ce qui concerne la qualité des produits importés des pays du Mercosur, et surtout la viande.

Pour le secteur agricole belge, l'accord Mercosur ne peut être acceptable qu'à des conditions qui ne sont à ce stade pas réunies. Les agriculteurs redoutent avec raison une concurrence déloyale liée à l'ouverture du marché européen, à des importations de produits sensibles, notamment la viande bovine, la volaille, le sucre, produits à moindre coût dans des pays où les normes environnementales, sanitaires et de bien-être animal sont moins contraignantes.

Les quotas prévus et les clauses de sauvegarde existantes sont jugées, à raison, insuffisantes et trop lentes pour prévenir des perturbations rapides des marchés.

Le principe de réciprocité des normes, qui est central pour le monde agricole, n'est pas garanti de manière effective. L'accord ne prévoit pas de mécanisme suffisamment contraignant pour assurer que les produits importés respectent pleinement les standards européens, ni de contrôles renforcés

permettant d'en vérifier l'application.

À cela s'ajoute un manque de garanties quant à la capacité réelle de l'Union de faire respecter ces engagements dans la durée.

Mes questions, monsieur le ministre, sont simples. Quelle est encore la marge de manœuvre pour tenter d'améliorer les textes, pour tenter de répondre aux préoccupations du monde agricole et faire en sorte que le Mercosur ne soit pas un traité dont ils seraient les perdants? Comment se présente, par ailleurs, le dossier de la réforme de la PAC dans ce contexte d'approbation du traité de libre échange Mercosur? Merci.

Le **président**: Je rappelle que M. le ministre est disponible jusqu'à 18 h.

01.06 David Clarinval, ministre: Mesdames et messieurs les députés, dans un contexte géopolitique marqué par des alliances historiques fragilisées, il est essentiel de diversifier nos débouchés à l'exportation. Il en va de notre souveraineté économique et de notre compétitivité.

Il convient toutefois par ailleurs que le libre marché s'applique de manière loyale et donc sans concurrence déloyale pour nos entreprises. C'est cet équilibre-là dont il s'agit aujourd'hui. Par ailleurs, ces objectifs peuvent se heurter à des préoccupations de certains secteurs.

Dans le cas du Mercosur, celles exprimées par le secteur agricole sont légitimes. Pris entre ces deux impératifs, l'accord avec le Mercosur a cristallisé des positions opposées. Les dernières semaines ont été marquées par plusieurs étapes institutionnelles importantes.

Op 9 januari 2026 heeft de Raad van de EU twee besluiten aangenomen waarbij de Europese Commissie werd gemachtigd om de economische partnerschapsovereenkomst en de interimhandelsovereenkomst met Mercosur te ondertekenen. Die overeenkomsten werden op 17 januari 2026 door beide partijen in Paraguay ondertekend, waardoor ze juridisch niet meer kunnen worden gewijzigd. Op 21 januari 2026 heeft het Europees Parlement beslist het Hof van Justitie van de Europese Unie te vatten om de conformiteit van het akkoord met de verdragen van de Unie te laten toetsen, wat heeft geleid tot een uitstel van de uitvoering ervan.

Aangezien we ons in de commissie voor Economie bevinden, wil ik ingaan op de economische impact van het Mercosur-akkoord.

Mijn administratie, de FOD Economie, heeft de opportuniteiten en uitdagingen gerelateerd aan het akkoord geanalyseerd. De oorspronkelijke studie en de aanvullende analyse zijn publiek toegankelijk op de website van de FOD Economie. Daaruit blijkt dat het Mercosur-akkoord reële opportuniteiten biedt voor de meeste industriële sectoren, zoals kunststoffen, machines en textiel, evenals voor bepaalde landbouwsectoren, zoals de aardappelsector, in het bijzonder die van diepgevroren aardappelproducten, een sector waarin België zich sterk heeft gespecialiseerd. Diepvriesaardappelen domineren nu al de Belgische export van voedingsmiddelen naar de Mercosur-landen, samen met maaltijdproducten. Daarnaast toont de studie aan dat er een sterk exportpotentieel bestaat voor appels en peren, zuivelproducten, melkpoeder, kaas, voedingsbereidingen op basis van vetten, suikerwaren, chocolade, gist, bier en preparaten voor diervoeding.

Voor de export van Europees varkensvlees schuilt de voornaamste bedreiging in de zeer concurrentiële positie van Brazilië op de internationale markt, meer bepaald op de Aziatische markt, wat de Europese exportmogelijkheden afremt. Tegelijkertijd zouden andere sectoren, zoals suiker en rundvlees, mogelijk meer negatieve effecten van het akkoord kunnen ondervinden.

Het is ook belangrijk te vermelden dat elk product dat in de Europese Unie wordt verkocht – ongeacht of het binnen de Unie wordt geproduceerd dan wel wordt ingevoerd – moet voldoen aan de sanitaire en fytosanitaire normen van de Europese Unie. De controles daarop vallen onder de bevoegdheid van het FAVV.

Je vais le répéter, parce que c'est essentiel. Il importe de mentionner que tout produit vendu dans l'Union, qu'il soit produit à l'intérieur de celle-ci ou importé, doit en respecter les normes sanitaires et phytosanitaires. Le respect de l'autocontrôle relève de la compétence de l'AFSCA. Les mêmes normes

s'appliquent.

L'accord entre l'Union et le Mercosur n'apporte aucune modification à celles-ci. Ainsi, afin de répondre aux préoccupations de diverses parties prenantes, la Commission a proposé plusieurs mesures supplémentaires. Les mesures de sauvegarde, visant à protéger les produits européens sensibles contre une augmentation préjudiciable des importations en provenance du Mercosur, ont été renforcées. S'agissant des normes sanitaires et phytosanitaires, l'Union dispose de l'un des niveaux de sécurité alimentaire les plus élevés au monde. Afin de garantir le respect des normes et de faciliter la résolution rapide de tout problème éventuel, la Commission et le Brésil se sont engagés à nouer un dialogue de haut niveau sur ces points, en plus d'un Comité sanitaire et phytosanitaire EU-Mercosur dédié. L'Union européenne s'est également engagée de manière indépendante à augmenter le nombre d'audits et de contrôles dans les pays tiers et à renforcer les contrôles sur place.

En ce qui me concerne, mais j'endosse ici ma casquette de ministre de l'Agriculture, j'ai demandé à l'AFSCA de renforcer les contrôles aux frontières sur le respect des normes pour les produits importés parce que, certes, les normes sont identiques et elles doivent être respectées, mais des contrôles en suffisance sont nécessaires pour s'assurer que nos frontières ne constitueront pas une passoire pour des produits susceptibles de ne pas respecter nos normes.

Concernant l'harmonisation des normes de production, la Commission s'efforcera, conformément aux règles internationales, d'harmoniser davantage les normes de production applicables aux produits importés, notamment les pesticides.

Enfin, s'agissant du nouveau cadre financier pluriannuel, la Commission a déployé un solide filet de sécurité financière pour soutenir les agriculteurs au cas où l'accord entraînerait un effet préjudiciable sur les marchés agricoles de l'Union. C'est un mécanisme qui est déjà d'application et qui permet d'activer les clauses de sauvegarde en cas de chute de prix dans les marchés.

Malgré des dispositions intéressantes proposées par la Commission européenne, que je viens de rappeler, les discussions menées lors des réunions de coordination interfédérale, afin de définir une position de la Belgique, ont montré qu'il n'existait pas de consensus parmi les participants. Monsieur Prévot, puisque vous me demandez quelle fut ma position en tant que vice-premier, ministre de l'Agriculture et de l'Économie, je puis vous dire que j'ai personnellement voté contre dans la DGE qui préparait l'avis du COREPER.

Cependant, n'étant pas seul à voter et vu qu'il y avait des votes contraires dans le chef d'autres collègues, nous avons pu constater qu'il n'y avait que des abstentions possibles pour la Belgique lors du vote au Conseil sur l'accord commercial intérimaire ainsi que sur les mesures de sauvegarde bilatérale.

Au cours des négociations, la Belgique a constamment souligné l'importance des mesures visant à protéger nos secteurs agricoles vulnérables, notamment dans les domaines des normes sanitaires.

Mesdames et Messieurs, en synthèse, je peux donc vous dire que, sur le plan économique, le Mercosur offre des opportunités pour nos secteurs économiques et pour certains sous-secteurs agricoles. Mais, dans le même temps, l'accord Mercosur conduit à des préoccupations légitimes, notamment dans d'autres sous-secteurs agricoles: pour les agriculteurs, il s'agit principalement la viande bovine, le poulet et le sucre.

Voilà pour ce qui est de l'état des lieux de la situation. J'espère avoir pu apporter toutes les réponses que vous attendiez.

01.07 Dieter Keuten (VB): Mijnheer de minister, u toont zich transparant over uw stemgedrag in de Coreper-vergadering. Dat is lovenswaardig en ik hoop dat we in de toekomst vaker zullen zien dat vertegenwoordigers van uw regering transparant communiceren over wat er in die Europese achterkamers gebeurt. Zelfs voor ons, als volksvertegenwoordigers, is het bijzonder moeilijk om daar inzicht in te krijgen.

Dit gezegd zijnde heb ik van u helaas geen concreet antwoord gekregen over uw standpunt of over de positie van uw regering ten aanzien van het Franse voorstel om een stap verder te gaan op het vlak

van de *clauses miroirs*. België gaat de controles verhogen. Die controles toetsen drempelwaarden. In Frankrijk wil men evolueren naar een nultolerantie voor het gebruik van pesticiden die in de EU niet zijn toegestaan. Wij vragen u om hetzelfde te onderzoeken, om naar een nultolerantie te gaan en zo een volledig gelijk speelveld te creëren voor onze landbouwers. Ik hoop dus in de toekomst een antwoord van u te krijgen op die vraag.

01.08 David Clarinval, ministre: Afin qu'il n'y ait aucun malentendu, je l'ai dit clairement hier en commission Agriculture, j'ai explicitement demandé à l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire de renforcer les contrôles des produits importés ainsi que les contrôles aux frontières. Je rappelle que les normes européennes doivent être respectées par les produits que nous importons. Nous devons donc davantage contrôler, et si des produits importés ne respectent pas les normes, ils seront détruits lors des contrôles.

La question est de savoir si nous serons en mesure de contrôler tous les lots. Il est clair que nous ne pouvons pas nous engager à contrôler 100 % des lots, mais en tout état de cause, je peux vous assurer que les contrôles vont augmenter et que les contrôleurs seront impitoyables à l'égard des produits qui ne satisferaient pas aux normes. Je voulais juste apporter cette précision. Nous n'utilisons pas le même vocabulaire que les Français, mais le résultat est le même.

01.09 Dieter Keuten (VB): Le résultat n'est pas le même, M. le ministre. Het is in dit geval nog steeds mogelijk dat voor producten die worden ingevoerd en die onder de Europese normen vallen, in het productieproces in een derde land middelen worden gebruikt die in Europa door de landbouwers niet mogen worden gebruikt. Dat is het punt dat ik hier wil maken en waartegen Frankrijk strenger wil optreden.

01.10 Charlotte Verkeyn (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor het uitgebreide en transparante antwoord, waaruit de voordelen blijken, maar ook de bezorgdheden.

Op mijn vraag hoe het juridisch verder moet, zegt u dat de tekst blijft zoals hij is, omdat hij werd ondertekend, maar dat de uitvoering wordt uitgesteld. Dat betekent dat er nog altijd problemen kunnen rijzen als er een controle komt. Een van de bezorgdheden van de boeren is dat dezelfde kwaliteitsnormen wel op papier zullen worden gerespecteerd, maar niet in de praktijk. U zegt dat u zich voorbereidt om dat risico tot een minimum te beperken.

Ik heb ook uw standpunt als minister van Landbouw gehoord. Ik ga ervan uit dat u de daad bij het woord zult voegen, omdat u de bezorgdheden van de boeren zeer goed begrijpt.

In die zin volstaat het antwoord voor mij op dit moment. Het is belangrijk om dit dossier goed in de gaten te houden en ook te bekijken hoe het zich op hoger niveau ontwikkelt. Dat is op dit moment nog koffiedik kijken voor iedereen.

01.11 Patrick Prévot (PS): Tout d'abord, merci, monsieur le ministre, d'avoir clarifié votre position personnelle. Vous avez donc voté contre, comme quoi au MR on peut s'opposer à son président sans nécessairement partir chez Les Engagés. Mais ce double discours reste évidemment interpellant: la ministre Dalcq et tous les ministres libéraux bombent le torse en Wallonie, et puis vous, *in fine*, venez nous dire que vous avez voté contre, mais que, "impuissanté", vous avez dû vous résoudre à porter une molle abstention pour notre pays. C'est évidemment quelque chose qui a le don d'agacer, et je pense que les agricultrices et les agriculteurs commencent à comprendre ce double discours. Puisque la Wallonie est contre cet accord, on a l'impression que c'est la Flandre qui mène la danse et que vous dansez comme ils sifflent. Cela pose un réel problème.

Vous avez rappelé – vous avez bien fait de le faire – que chaque produit provenant de l'Union européenne (UE) ou même hors UE doit respecter les mêmes règles que nos produits belges. C'est évidemment le minimum qu'on attend. Cependant, êtes-vous en mesure de garantir cela via l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)? Il s'agit d'une véritable inquiétude. Avec cette concurrence déloyale qui est menée envers nos agricultrices et nos agriculteurs, on se retrouve avec le constat qu'il sera impossible de contrôler tout ce qui entre dans notre pays. Vous avez dit que vous aviez demandé à l'AFSCA de contrôler davantage. Mais cette agence va visiblement subir une cure d'amaigrissement, même si vous avez tenu à revenir sur les chiffres qui avaient été avancés par Testachats. Il y aura quand même une cure d'amaigrissement budgétaire. Vous allez demander à

l'AFSCA et à ses agents de faire plus avec moins. Dès lors, je ne suis pas rassuré. J'ai l'impression que ce contrôle ne sera pas suffisamment efficace et que cette concurrence déloyale va malheureusement largement affecter notre secteur agricole, singulièrement si cet accord est voté.

01.12 David Clarinval, ministre: Hier, en commission de l'Agriculture, nous avons eu un débat sur l'agriculture. Mme Schlitz et M. Prévot m'avaient interrogé sur ce sujet, mais ils n'étaient pas présents pour poser leurs questions – ce n'est pas un reproche.

(...): (...)

01.13 David Clarinval, ministre: Non! J'ai répondu à toutes les questions.

Mais ce n'est pas grave. J'ai seulement dit hier que Testachats s'était trompé, cela peut arriver à tout le monde. Je ne sais pas comment Testachats est arrivé à un chiffre de 24 % de réduction du budget de l'AFSCA, c'est un chiffre fantaisiste. J'ai personnellement pris contact avec le porte-parole de Testachats, en lui disant que, la prochaine fois, avant de communiquer, il peut me contacter pour vérifier les chiffres et éviter un *bad buzz*.

Il n'en demeure pas moins qu'il y aura des économies à l'AFSCA, on est bien d'accord, mais je suis, en l'état actuel, incapable de vous dire exactement le chiffre qui sera demandé à cette agence. On est plutôt aux alentours, selon mes calculs qui doivent être validés par la ministre Matz, de 4 ou 4,5 %. C'est vrai qu'il y a un effort à faire, mais on est loin des 24 %. Je voulais juste dire ceci pour éviter les confusions.

01.14 Patrick Prévot (PS): Monsieur le ministre, vous avez bien raison de revenir sur la clarification. Effectivement, votre estimation, en tout cas celle de votre cabinet, est plutôt de l'ordre d'une économie, ou en tout cas de réduction de budget de l'ordre de 4,5 %. Cela veut dire qu'il y a quand même une cure d'amaigrissement, même si elle est moins importante que celle qui était annoncée par Testachats.

Dès lors, ma question garde tout son sens. Vous allez quand même demander aux agents de l'AFSCA de faire plus avec moins. Ce n'est pas de nature à me rassurer.

01.15 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, merci pour vos réponses.

J'ai plusieurs remarques à formuler. Premièrement, vous nous parlez d'un libre marché qui devrait s'appliquer de façon loyale. Mais, par essence, un libre marché va se manifester de manière déloyale, puisque que les normes ne sont pas les mêmes.

Vous évoquez un renforcement des contrôles, alors même que le budget de l'AFSCA est en diminution. Ce n'était pas 24 %, mais ne fût-ce que 5 % de diminution des effectifs ou des moyens alloués à l'AFSCA signifie une diminution des ressources pour pouvoir effectuer certaines missions. Quelles seront les missions affectées? Nous ne le savons pas encore.

Par ailleurs, il est illusoire de penser qu'on va pouvoir contrôler tous les conteneurs. Vous l'avez vous-même reconnu. Et je pense qu'il s'agit de proportions extrêmement faibles par rapport à l'ensemble des marchandises qui arriveront chez nous.

Le mal sera donc fait: pour la santé des citoyens, mais aussi en termes de concurrence déloyale vis-à-vis de nos producteurs et de nos commerçants. Car, compte tenu du coût de la main-d'œuvre là-bas et du prix de certaines marchandises, les coûts resteront plus bas ici, même en respectant les normes environnementales que vous mentionnez en lien avec l'AFSCA.

Donc, de toute façon, cela posera des problèmes, même si toutes les normes étaient respectées là-bas. Par ailleurs, cela pose un problème environnemental. Je ne vais pas vous faire un dessin. Nous savons à quel point l'augmentation de l'intensification de l'élevage là-bas va entraîner des déforestations. C'est documenté par les ONG en matière environnementale. Et cela, vous ne pourrez pas le contrôler. D'ailleurs, vous n'essayez même pas.

Vous nous parlez ensuite de débouchés. Nous pourrions, dites-vous, exporter des patates congelées vers l'Amérique latine. Mais savez-vous quel est le berceau de la pomme de terre, monsieur le ministre?

Les premières traces remontent à environ 10 000 ans, dans la région du lac Titicaca, entre le Pérou et la Bolivie. Les populations latino-américaines ont-elles besoin de pommes de terre belges? La réponse est non.

Ce dossier constitue en réalité un déni total de démocratie. Les producteurs n'en veulent pas, les citoyens n'en veulent pas. Depuis des années, il y a des mobilisations, des pétitions, des manifestations contre ce traité. Et pourtant, la Commission et certains États, comme la Flandre ici, passent en force.

Quel est le sens d'exporter des pommes en Amérique latine pendant qu'on importe chez nous des Pink Lady d'Australie? Cela n'a aucun sens. Aujourd'hui, ce que nous devons faire, c'est relocaliser notre économie, soutenir nos producteurs locaux, favoriser les circuits courts, consommer des produits de qualité dont nous pouvons contrôler l'origine. C'est cela dont nous avons besoin en priorité. C'est bon pour l'économie, bon pour l'emploi, bon pour la santé des citoyens, et évidemment pour le climat et l'environnement.

Voilà des politiques qui auraient réellement du sens dans le contexte actuel.

01.16 François De Smet (DéFI): Merci, monsieur le ministre, pour vos réponses.

Comme souvent, vous faites un compte rendu honnête de la situation, il faut le reconnaître, mais cela ne correspond pas à l'urgence du moment.

Les mesures supplémentaires de la Commission européenne, comme nous avons tous pu le voir, notamment parce qu'elles sont tombées pendant les manifestations des éleveurs et des agriculteurs, sont jugées insuffisantes par les éleveurs. Vous ne l'ignorez pas. Ce qui est frustrant, c'est que je n'ai pas entendu grand-chose sur ce que vous estimez pouvoir encore faire pour améliorer les dispositions du traité. Je suppose dès lors que la réponse à cette question est "rien".

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De economische relance" (56010145C)

02 Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "La relance économique" (56010145C)

02.01 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, de economische relanceplannen en het plan MAKE 2025-2030 hebben al veel stof doen opwaaien. Toen we daarover van gedachten wisselden, klaagden wij aan dat we aan dat fameuze Europese plan veel meer geld bijdroegen dan dat we er ooit van zouden terugkrijgen, om nog maar te zwijgen van het feit dat we een aantal mijlpalen moesten halen en dat er getwijfeld werd of we de vooropgestelde doelstellingen wel zouden halen. Vergeleken met andere lidstaten loopt België achterop wat de ontvangst van de middelen betreft. Slechts 58 % van de middelen die volgens het oorspronkelijke plan aan België waren toegekend, zijn ook daadwerkelijk ontvangen.

Mijnheer de minister, hoe waarborgt u dat de federale besteding van de RRF-middelen (Recovery and Resilience Facility) maximaal synergie creëert met het industrieplan MAKE 2025-2030?

Met welke indicatoren of monitoringsmechanismen wordt de bijdrage van de middelen aan de economische heropleving gemeten?

Hoe verklaart u de achterstand van België ten opzichte van de andere lidstaten inzake de ontvangst van de middelen die volgens het plan waren toegekend?

Aan welke mijlpalen en doelstellingen heeft België al voldaan en aan welke nog niet?

Welke impact heeft de vertraging van de betalingen gehad op de uitvoering van het plan en hebt u correctieve maatregelen genomen om te voorkomen dat België middelen zou mislopen?

Ik kijk uit naar uw antwoord.

02.02 Minister **David Clarinval**: Het plan voor herstel en veerkracht en het plan MAKE 2025-2030 hebben andere tijdshorizonten. Het plan voor herstel en veerkracht loopt af midden 2026, terwijl het plan MAKE 2025-2030, zoals de naam aangeeft, nog de komende vijf jaar doorloopt.

Bovendien is de finaliteit van beide plannen verschillend. Terwijl de herstel- en veerkrachtfaciliteit als tijdelijk instrument na de covidcrisis gericht was op hervormingen en investeringen om de economie en de samenleving veerkrachtiger te maken en voor te bereiden op de groene en digitale transitie, focust het plan MAKE 2025-2030 in de eerste plaats op de Belgische industrie met als doel de competitiviteit te vrijwaren en de groei van de productiviteit te versnellen, te investeren in veelbelovende sectoren en de open strategische autonomie te consolideren.

Het spijt mij, maar het antwoord op de vragen 2, 3, 4 en 5 is voor mijn collega Van Peteghem.

02.03 **Reccino Van Lommel** (VB): Mijnheer de minister, dat een aantal aspecten wordt opgevolgd door uw collega Van Peteghem, begrijp ik. Met het dossier is er ook lang pingpong gespeeld. Kijk alleen al maar naar het aantal verschillende verantwoordelijken voor dat RRF-plan die we ondertussen hebben gehad. Eerst viel het plan onder de minister van Economie. Daarna kwam de bevoegdheid toe aan een andere minister. Nu valt het onder de verantwoordelijkheid van minister Van Peteghem. Het wordt op de duur heel moeilijk om alles nog bij te houden.

Ik begrijp dat beide plannen een andere tijdshorizont hebben, alsook een ander doel. Dat neemt niet weg dat we toch maximale synergie tussen beide plannen moeten nastreven. Dat is toch niet onmogelijk? We moeten het RRF-plan deels kunnen inzetten om onze industrie op te krikken.

De minister van Financiën is er vrij gerust in dat de middelen niet verloren zullen gaan. Ik sta daar nog altijd heel sceptisch tegenover, daarin gesterkt door de geschiedenis en het feit dat mijlpalen niet tijdig werden gehaald. Vergeet niet dat het plan eind 2026 afloopt. Ik ben dus benieuwd. Wij hebben immers al heel veel bijgedragen aan het fonds, veel meer dan we ooit zullen terugkrijgen. Als de regering niet alles in het werk stelt om de mijlpalen te behalen, vrees ik dat het plan ons op het einde van de rit nog meer geld zal hebben gekost en dat we die miljarden euro's veel beter rechtstreeks in onze economie en in onze noodlijdende industrie hadden gepompt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 **Samengevoegde vragen van**

- **Reccino Van Lommel** aan **David Clarinval** (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Spookbedrijven" (56010146C)
- **Annik Van den Bosch** aan **David Clarinval** (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De spookbedrijven" (56012794C)
- **Sophie Thémont** aan **David Clarinval** (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Het toenemende aantal spook- en zombiebedrijven in België" (56012784C)

03 **Questions jointes de**

- **Reccino Van Lommel** à **David Clarinval** (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les sociétés fantômes" (56010146C)
- **Annik Van den Bosch** à **David Clarinval** (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les sociétés fantômes" (56012794C)
- **Sophie Thémont** à **David Clarinval** (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "La présence croissante d'entreprises fantômes et zombies en Belgique" (56012784C)

03.01 **Reccino Van Lommel** (VB): Mijnheer de minister, spookbedrijven kennen we allemaal. Het zijn ondernemingen die alleen op papier bestaan, maar in de praktijk geen economische activiteit uitoefenen. Als we de cijfers van Graydon mogen geloven, blijkt dat maar liefst een op de vijf ondernemingen in ons land een spookbedrijf is. Dergelijke fictieve ondernemingen vormen een reëel gevaar voor het ondernemingsklimaat in ons land, omdat we ook vaststellen dat ze vaak worden gebruikt om geld wit te wassen of om middelen weg te sluizen naar het buitenland.

De drempel om een vennootschap op te richten in ons land is niet bijzonder hoog. In het verleden heb ik collega's van de N-VA horen pleiten om de tussenkomst van notarissen af te schaffen en geen

authentieke akten meer te vereisen. Daar ben ik absoluut tegen gekant. De drempels om een vennootschap op te richten zijn in ons land al laag genoeg, zodat er op zijn minst een filter moet blijven bestaan. Daarnaast stellen we vast dat door hervormingen die twee legislaturen geleden zijn doorgevoerd, geen bekwaamheidsattest meer nodig is, geen startkapitaal moet worden voorzien en in het eerste anderhalf jaar ook geen jaarrekening moet worden neergelegd; u kent het wel, de verlengde boekjaren.

We weten ook dat elk faillissement van zo'n spookbedrijf ertoe leidt dat er financiële problemen ontstaan bij leveranciers en schuldeisers, die op het einde van de rit achterblijven met onbetaalde facturen en openstaande rekeningen.

Ik vraag mij daarom af, mijnheer de minister, met welke inspecties die spookbedrijven vandaag worden opgespoord, wat de procentuele toename is van het aantal spookbedrijven in de voorbije vijf jaar en welke acties u hebt ondernomen en zult ondernemen om het aantal spookbedrijven terug te dringen. Bent u ook van oordeel dat nieuwe maatregelen inzake sancties en procedures aan de orde zijn? Hoe kunt u verzekeren dat eerlijke ondernemers niet de dupe worden van de kosten die gepaard gaan met de strijd tegen spookbedrijven?

Ik kijk uit naar uw antwoord.

03.02 Sophie Thémont (PS): Monsieur le ministre, des analyses récentes mettent en lumière un phénomène inquiétant pour notre tissu économique. Près de 400 000 entreprises fantômes existeraient aujourd'hui en Belgique, soit plus d'une société sur cinq. Beaucoup sont domiciliées par dizaines, voire par centaines, à une même adresse et n'exercent aucune activité réelle.

Ces structures sont souvent utilisées pour éviter une faillite, échapper à des dettes sociales ou fiscales ou servir de façade à des montages frauduleux. Les curateurs et parquets signalent aussi la multiplication d'hommes de paille, parfois vulnérables, chargés d'endosser fictivement la responsabilité de ces sociétés.

Dans le même temps, la Banque nationale constate qu'un nombre important d'entreprises dites zombies continuent d'exister malgré une absence de rentabilité durable. Ces sociétés sont maintenues artificiellement en vie.

La coexistence d'entreprises fantômes et d'entreprises zombies fragilise notre tissu économique déjà peu dynamique. Elles créent une concurrence déloyale pour les PME honnêtes, privent les finances publiques de recettes importantes via des dettes fiscales et sociales impayées et alimentent des risques accrus de blanchiment d'argent et de fraude organisée.

Monsieur le ministre, comment votre gouvernement évalue-t-il aujourd'hui l'ampleur réelle de ces phénomènes en Belgique?

Quelles mesures envisagez-vous pour encadrer plus strictement les conditions de domiciliation des sièges sociaux, renforcer les contrôles sur les centres d'affaires et lutter contre l'utilisation abusive d'administrateurs de complaisance?

Quelles actions comptez-vous mettre en œuvre afin d'assainir le tissu économique, garantir une concurrence loyale et réduire les pertes fiscales et sociales liées à ces montages?

03.03 Minister David Clarinval: In de gebruikelijke betekenis zijn de zogeheten spookvennootschappen of slapende vennootschappen juridische entiteiten die geen reële economische activiteiten uitoefenen of dat niet meer doen. Een precieze juridische definitie bestaat evenwel niet. Hun bestaan op zich vormt geen inbreuk, maar ze kunnen inderdaad dienstdoen als vehikel voor frauduleuze praktijken die we moeten bestrijden. Het gaat dan bijvoorbeeld over valse facturen, btw-fraude, sociale fraude en het witwassen van geld.

Alle betrokken federale inspectiediensten zijn zich ervan bewust dat die spookvennootschappen een risico vormen dat men moet controleren. Via de Economische Inspectie en de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) treedt de FOD Economie ter zake op verschillende niveaus op.

Eenzijds voert de Economische Inspectie controles uit op de domiciliëring van maatschappelijke zetels van ondernemingen. Wanneer zij een adres als fictief identificeert, kan dat adres overeenkomstig de geldende procedures worden geschrapt uit de KBO. De KBO registreert de ambtshalve schrappingen van adressen op basis van informatie afkomstig van andere instanties, zoals inspectiediensten, politiediensten enzovoort. Het aantal uit de KBO geschrapte maatschappelijke zetels bedroeg 3.795 in 2021, 4.278 in 2022, 6.223 in 2023, 5.862 in 2024 en 5.418 in 2025. Sinds 2024 kan een vennootschap die haar verplichtingen ten aanzien van het UBO-register niet nakomt, ook worden geschrapt uit de KBO. 57.000 vennootschappen werden reeds om die reden geschrapt.

Les sociétés qui n'ont pas déposé leurs comptes annuels pendant trois exercices consécutifs sont également radiées d'office par la BCE. Ces radiations sont effectuées automatiquement sur la base des données transmises par la Banque nationale de Belgique.

Les données de la BCE sont mises à disposition de diverses administrations, services d'inspection, services de lutte contre la fraude et tribunaux de l'entreprise. Ces entités utilisent ces informations notamment pour détecter d'éventuelles sociétés dormantes et, dans le cas des tribunaux de l'entreprise, procéder, le cas échéant, à des dissolutions judiciaires. Un ensemble de données, en ce compris les radiations d'office, est également accessible à tous via Public Search.

Par ailleurs, l'inspection économique est l'autorité de supervision des centres d'affaires dans le cadre de la prévention du blanchiment. À ce titre, elle prend des mesures pour lutter contre l'utilisation abusive des personnes morales domiciliées dans ces centres.

Concernant les données chiffrées sur l'évolution du phénomène, le SPF Économie ne dispose pas de statistiques spécifiques. Pour ces informations, il convient de se référer au SPF Justice ou à la Banque nationale de Belgique. Cependant, certaines études disponibles sur les entreprises zombies en Belgique estiment généralement leur part entre 10 et 15 % des entreprises. Leur existence ne constitue pas en soi une infraction, comme je l'ai dit tout à l'heure.

Enfin, avec la ministre de la Justice et la ministre des PME, nous réfléchissons à une mesure de radiation préventive réalisée par la BCE, à la demande spécialement motivée du juge de l'entreprise ou du ministère public, afin d'éviter que la durée des procédures de faillite ou de liquidation ne soit abusée par des personnes aux intentions frauduleuses.

Comme vous l'évoquez, madame et monsieur les députés, il importe que ce type de mesure ne préjudicie pas les entrepreneurs de bonne foi. Les garanties procédurales adéquates doivent donc être prévues.

03.04 Reccino Van Lommel (VB): Dank u wel, mijnheer de minister, voor uw antwoord.

U verwijst naar de schrappingen die in het verleden zijn gebeurd, onder andere op basis van het UBO-register. Niettemin blijft dit een reëel probleem, dat specifieke aandacht vraagt van u als minister van Economie, maar ook van de minister van Kmo's. U zult nauw moeten samenwerken om een plan te realiseren.

U kunt weliswaar een onderneming schrappen uit de KBO, maar dan blijven er nog altijd heel wat leveranciers achter met onbetaalde facturen. Zij worden daardoor zelf met cashflowproblemen geconfronteerd. Het probleem stopt dus niet bij de schrapping van een onderneming uit de KBO, maar reikt veel verder. Daarom vormt dit een aanzienlijke aanslag op het ondernemingsklimaat, temeer omdat volgens schattingen van Graydon maar liefst een op de vijf ondernemingen een soort spookbedrijf is. Ik beweer niet dat al die ondernemingen kwalijke bedoelingen hebben of dat het telkens over witwaspraktijken gaat. Het gaat vaak ook om bedrijven die op een of andere manier voor onbepaalde tijd stilliggen of geen activiteit hebben. Ik wil dus niet dramatiseren, mijnheer de minister, maar het is een reëel probleem dat druk zet op andere ondernemingen die te goeder trouw zijn.

Ik verzoek u dus dat probleem samen met de minister bevoegd voor Kmo's te onderzoeken en de noodzakelijke maatregelen te nemen.

03.05 Sophie Thémont (PS): Merci pour vos réponses, monsieur le ministre.

C'est en effet un phénomène très important et qui prend beaucoup d'ampleur. Il me paraît donc nécessaire de faire une évaluation qui soit complète, transparente et accompagnée d'un suivi. J'espère que vous prendrez des mesures, notamment sur les conditions de domiciliation et le renforcement des différents contrôles. Je pense qu'en effet la mise en place d'un lien direct s'impose également avec votre collègue en charge des autres compétences.

Nous resterons très attentifs à la mise en œuvre des futurs engagements que, je l'espère, vous prendrez prochainement, de manière à ce qu'on puisse garantir un tissu économique assaini et une concurrence réellement loyale par rapport aux entreprises qui sont finalement justes et correctes.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 56010325C de M. Bayet est transformée en question écrite.

04 Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De overname van Pukkelpop" (56010339C)

04 Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "La reprise du Pukkelpop" (56010339C)

04.01 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, zoals u weet, is er een overname gepland van Pukkelpop door Live Nation. Op uw verzoek is er bij de Belgische Mededingingsautoriteit (BMA) een onderzoek gestart naar die overname, omdat u bezorgd bent over de positie van Live Nation in de Belgische festivalsector en de mogelijke gevolgen daarvan voor organisatoren, leveranciers en festivalbezoekers, met name op het vlak van machts- en marktconcentratie. De overname werd intussen stilgelegd in afwachting van het onderzoek naar de impact op de markt.

Op basis waarvan achtte u het aangewezen om de BMA te bevelen een onderzoek te starten? Gebeurde dat naar aanleiding van het onderzoek dat in het Verenigd Koninkrijk loopt naar Live Nation of spelen ook andere factoren een rol? Welke andere onderzoeken lopen er op Europees niveau rond de marktmacht van internationale entertainmentgroepen en welke rol spelen die specifiek in dit dossier?

Wat is de financiële impact van de opschorting van de overname op de betrokken ondernemingen? Staat de organisatie van het Pukkelpopfestival dit jaar daardoor op de helling?

Tegen wanneer verwacht u de eerste bevindingen of conclusies van de BMA? Op welke manier zal het Parlement daarover worden geïnformeerd?

04.02 Minister David Clarinval: Mijnheer Van Lommel, ik ben van mening dat deze operatie mededingingsvragen oproept die door de BMA onderzocht moeten worden. In de Verenigde Staten is een rechtszaak aan de gang tegen Live Nation en dochteronderneming Ticketmaster wegens misbruik van machtspositie. Het bedrijf wordt beschuldigd van het verstikken van de concurrentie door middel van exclusiviteitscontracten, represailles tegen zalen die met concurrenten samenwerken en een economisch model dat ticketverkoop, promotie en zaalbeheer combineert.

Naast deze overwegingen en het feit dat vier van de grootste Belgische festivals, namelijk Rock Werchter, Graspop, Dour en Pukkelpop, nu in handen zijn van hetzelfde Amerikaanse bedrijf, past Live Nation een dynamisch tariefmodel toe, waarbij de prijs van tickets stijgt naargelang de vraag, zoals bij vliegtickets. Ditzelfde systeem is het onderwerp van een onderzoek naar Live Nation in het Verenigd Koninkrijk. Aangezien festivals steeds duurder worden, zou de overname van Pukkelpop door Live Nation deze trend kunnen versterken.

Naast festivals is Live Nation ook eigenaar van Vorst Nationaal, de Lotto Arena en het voormalige Sportpaleis en beheert het de ticketverkoop. Deze overname kan ook de onderhandelingspositie van kleinere artiesten verzwakken en de diversiteit van het aanbod verminderen doordat Live Nation onmisbaar wordt.

In het belang van de consumenten, de artiesten en de concurrerende bedrijven in de sector moet de mededinging in de livesector in België nauwlettend in het oog worden gehouden.

Dan kom ik aan uw tweede vraag. Het is allereerst belangrijk te vermelden dat niet alle mededingingsonderzoeken die op Europees niveau worden uitgevoerd noodzakelijkerwijs openbaar zijn. Voor zover ik weet, zijn er andere onderzoeken aan de gang of recentelijk afgesloten in het Verenigd Koninkrijk, Ierland en Nederland, met name in verband met de dynamische prijsstelling die door Ticketmaster wordt gehanteerd. Hoewel deze onderzoeken wijzen op een bezorgdheid bij de autoriteiten, hebben ze geen directe impact op het onderzoek van de BMA, dat onafhankelijk is en specifiek gericht op de Belgische markt.

In antwoord op uw derde vraag is er geen schatting bekend van de financiële impact van de opschorting van de overname op de betrokken ondernemingen.

Ten vierde, het onderzoek van de BMA richt zich op de impact van de overname op de mededinging en heeft helemaal niet tot doel Pukkelpop 2026 in gevaar te brengen.

In antwoord op uw vijfde vraag valt het onderzoek van de BMA onder het geheim van het onderzoek. Daarom kan ik geen termijn geven of andere informatie over het dossier verstrekken. Concurrentieonderzoeken duren vaak meerdere maanden, zowel op nationaal niveau als op het niveau van de Europese Commissie. De duur van een onderzoek hangt af van een aantal factoren, waaronder de kwaliteit van het bestaande bewijs, de complexiteit van het dossier en de samenwerking van de aangeklaagde bedrijven. Het is daarom onmogelijk een termijn te geven. De genomen beslissingen worden gepubliceerd op de website van de BMA, waar men er kennis van kan nemen.

04.03 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, ik ben enigszins tevreden met uw antwoord. U bent vrij uitgebreid ingegaan op mijn vraag. Voor de timing geeft u aan dat het om een discreet onderzoek gaat. U kunt niet alle informatie meedelen, omdat er een aantal factoren meespelen. Daar heb ik uiteraard alle begrip voor. Ik hoop wel dat er zal worden gehandeld naar het uiteindelijke resultaat.

Ook is het een goede zaak dat u naar aanleiding van die gebeurtenissen een onderzoek hebt bevolen bij de Belgische Mededingingsautoriteit (BMA). Dat lijkt mij absoluut noodzakelijk, zeker gelet op de situatie in de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk, op het feit dat ook Ierland en Nederland de nodige stappen zetten en de vaststelling dat het dynamische prijzensysteem ervoor zorgt dat het onbetaalbaar wordt. Ik hoop dus dat dit het gewenste resultaat zal opleveren. De sector evolueert immers naar een monopolie- of oligopoliesituatie, wat vast en zeker niet de bedoeling kan zijn.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: La question n° 56011753C de M. Van Hecke est sans objet.

05 Vraag van Frieda Gijbels aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "Het koninklijk besluit om voor folkloristische schutterijen in een uitzondering te voorzien" (56011785C)

05 Question de Frieda Gijbels à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'arrêté royal prévoyant une exception pour les sociétés de tir folkloriques" (56011785C)

05.01 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, ik heb u een paar weken geleden ook al een vraag gesteld over het koninklijk besluit om voor de folkloristische schutterijen in een uitzondering te voorzien. Ik wil graag een vervolgvraag stellen, want zoals u weet, zullen folkloristische schutterijen voortaan in principe een vergunning voor een springstoffenfabriek moeten bezitten. Dat blijkt tenminste uit een uitspraak van het Hof van Cassatie, waarin dat Hof stelt dat het herladen van munitie beschouwd moet worden als het verwerken van springstoffen. U zou dat kunnen oplossen via een koninklijk besluit, waardoor deze traditie toch in stand kan worden gehouden.

Wat is uw standpunt rond zo'n koninklijk besluit? Bent u van plan om dat ook te nemen? Zo ja, wanneer zou dat zijn? Vanaf wanneer zou die uitzondering dan ook ingaan? Zou het een impact hebben op het lopende schutterijseizoen? Zijn er eventueel overgangsmaatregelen mogelijk mocht dat het geval zijn?

05.02 Minister David Clarinval: Mevrouw Gijbels, ik ben me ervan bewust dat het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende het algemeen reglement betreffende springstoffen en de wet van

28 mei 1956 betreffende ontplofbare stoffen en mengsels een regelgevend kader vormen dat moet worden georganiseerd. Mijn administratie maakt daar werk van. Een dergelijk proces neemt echter tijd in beslag omdat het een wijziging impliceert van de wet van 1956 en niet alleen van het koninklijk besluit dat er uitvoering aan geeft. De wijziging zou bovendien betrekking moeten hebben op meerdere aspecten waarover ook moet worden overlegd met de gewesten.

Specifiek voor de vergunning om munitie te vervaardigen, is er een uiteenlopende jurisprudentie ontstaan die soms indruist tegen de interpretatie van de FOD Economie. Het Hof van Cassatie heeft daarover echter een beslissing genomen in zijn arrest van 7 oktober 2025.

Ik begrijp dat het arrest voor ongerustheid zorgt bij de schutterijen en bij andere wapenbezitters die hun munitie zelf vervaardigen of herladen. Het gaat helemaal niet om een nieuwe interpretatie van de wet op de springstoffen en van artikel 6 van het besluit van 1958. Het is in overeenstemming met de historische interpretatie van de FOD Economie die wordt toegelicht op zijn website.

Ik hoop u echter gerust te stellen door te onderstrepen dat het huidige geldende kader de schutterijen niet verhindert hun activiteit voort te zetten.

Particulieren kunnen immers een vergunning voor het vervaardigen van munitie verkrijgen, waarbij mijn administratie beperkte voorwaarden adviseert die gebaseerd zijn op het gezond verstand en waaraan dus gemakkelijk kan worden voldaan.

Meerdere sportschutters hebben al een herlaadvergunning verkregen van de gouverneur. Niets verhindert leden van folkloristische verenigingen die tijdens het zomerseizoen traditionele schietingen organiseren om ook een vergunning voor het laden van munitie aan te vragen. De leden van de verenigingen die zelf munitie laden, moeten wel een aanvraag indienen bij de provincie.

Indien het laden in een lokaal van de folkloristische verenigingen gebeurt, kan de vereniging de vergunning aanvragen. Ik nodig die organisaties uit om rechtstreeks contact op te nemen met de Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid van de FOD Economie voor meer informatie.

Ik wil ook benadrukken dat het hebben van een vergunning nodig is voor de openbare veiligheid. Voor de veiligheid van de hulpdiensten is het essentieel dat de brandweer geïnformeerd is over de aanwezigheid van dit kruut. De vergunning zorgt ervoor dat de brandweer daarvan op de hoogte is.

Voorzitter: Reccino Van Lommel.

Président: Reccino Van Lommel.

05.03 Frieda Gijbels (N-VA): Ik hoor dat er enerzijds nog veel werk is om de wet helemaal aan te passen, zodat alles ook sluitend is en iedereen helemaal zeker is, maar dat er ondertussen wel met het nodige gezond verstand wordt gekeken naar de situatie van de schutterijen, zodat zij ook de mogelijkheid hebben om individueel of als vereniging een aanvraag te doen bij de provincie om zeker in orde te zijn. Ik zal die boodschap zeker doorgeven, net als de tip om rechtstreeks contact op te nemen met de FOD Economie om daar verdere informatie te krijgen.

Ik vind het al bij al geruststellend dat de schutterijen ook verder kunnen gaan met hun activiteiten. Ze hebben dat uiteindelijk ook al eeuwenlang op een heel veilige manier georganiseerd. Ik kijk natuurlijk uit naar die vernieuwde wetgeving, maar ik zal de boodschap die u hier vandaag hebt gebracht ook doorgeven. Dank u wel.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 **Samengevoegde vragen van**

- Achraf El Yakhoulfi aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De economische relaties in de illegale nederzettingen" (56011986C)
- Els Van Hoof aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De importban op producten uit illegale Israëlische nederzettingen" (56012280C)

06 **Questions jointes de**

- Achraf El Yakhoulfi à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les relations économiques dans les colonies illégales" (56011986C)
- Els Van Hoof à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'interdiction d'importer des produits provenant des colonies israéliennes illégales" (56012280C)

06.01 **Achraf El Yakhoulfi** (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, de rollen zijn vandaag omgekeerd in vergelijking met de gemeenteraad in Turnhout; dat is ook eens fijn.

Mijnheer de minister, laten we stoppen met rond de pot te draaien. We kijken nu al maanden naar een bloedbad in Palestina, in Gaza en op de Westelijke Jordaanoever, die meter voor meter wordt ingepikt.

U geeft aan dat de regering op Europa wacht. U weet wat dat betekent; dat is wachten op de laatste dwarsligger, op mensen die de beslissing bewust tegenhouden, niet wegens de inhoud maar puur wegens de symboliek, terwijl er elke dag onschuldige mensen sterven. Mijn geduld en dat van mijn partij is op.

Het is niet uit te leggen dat we met de ene hand eten en dokters naar Palestina sturen, maar met de andere hand bedrijven geld laten verdienen aan de diefstal van grond. Is een dik handelscontract dan echt meer waard dan al die mensenlevens en het internationaal recht?

Toon dat België een ruggengraat heeft. Stop met praten over vrede terwijl wij de bezetting meefinancieren. Trek die rode lijn nu. We kunnen niet blijven beweren dat we voor vrede zijn wanneer we de oorlog meefinancieren. Toon dat wij niet alleen praten over waarden maar ook handelen. Stop de business as usual want die business is besmeurd met bloed. Het is tijd om die rode lijn nu te trekken.

Mijnheer de minister, ik verwijs verder naar mijn schriftelijke voorbereiding. Ik wil u alleen meegeven dat er begin september 2025 een akkoord is gesloten. Een van de punten uit dat akkoord is het importverbod. Mijn vraag is heel concreet wanneer dat verbod er zal zijn?

De **voorzitter**: Mijnheer El Yakhoulfi, voor alle duidelijkheid: ofwel verwijst u naar de schriftelijke versie van uw mondelinge vraag, ofwel stelt u uw mondelinge vraag. Ik geef het maar even mee voor het verslag.

06.02 **Els Van Hoof** (cd&v): Mijnheer de minister, ik sluit mij aan bij de laatste woorden van de heer El Yakhoulfi. Op 2 september 2025 werd inderdaad een akkoord gesloten om een reeks maatregelen te nemen tegen de aanhoudende Israëlische schendingen van het internationaal recht. De problematiek komt minder aan bod in de media en de bouw van nederzettingen loopt gewoon verder. Deze maand werden er nog 3.000 extra aangekondigd. Volgens de VN is er steeds meer bewijs van een apartheidsregime op de Westelijke Jordaanoever.

De regering heeft een importban voor producten uit de Israëlische nederzettingen ingevoerd, maar meer dan vier maanden na deze beslissing blijft de maatregel dode letter. Ik heb uw collega-ministers van Buitenlandse Zaken en Financiën hierover ook al vragen gesteld. Zowel minister Prévot als minister Jambon hebben verklaard dat zij het voorbereidend werk hebben gedaan en dat aan uw diensten hebben overgemaakt. Het is dringend tijd om het koninklijk besluit naar de regeringstafel te brengen.

Kunt u ons daar duidelijkheid over verschaffen? Welke concrete problemen of moeilijkheden verhinderen dat? Welke maatregelen moeten worden uitgevoerd om dit proces te bespoedigen?

06.03 Minister **David Clarinval**: Geachte Kamerleden, ik heb mijn administratie, de FOD Economie, de opdracht gegeven om een ontwerp van koninklijk besluit uit te werken. Dat is momenteel het voorwerp van grondig technisch overleg tussen de FOD Economie en de FOD Financiën.

Het handelsbeleid valt onder de exclusieve bevoegdheid van de Europese Unie, wat de uitwerking van

een nationale basis bijzonder complex maakt. Verordening 2015/478 voorziet evenwel in een uitzondering. Artikel 24, § 2, staat de lidstaten toe om verbodsbepalingen of controlemaatregelen vast te stellen om redenen van openbare orde, op voorwaarde dat de Commissie daarvan in kennis wordt gesteld. Dat artikel maakt het mogelijk om te handelen met eerbied voor het Europese kader, terwijl een nationale controlelaag wordt toegevoegd wanneer een aangelegenheid van openbare orde wordt vastgesteld.

Zodra het ontwerp van het koninklijk besluit is goedgekeurd door de bevoegde minister, kan het zijn wetgevend traject voortzetten.

Président: Roberto D'Amico.

Voorzitter: Roberto D'Amico.

06.04 Achraf El Yakhoulfi (Vooruit): Mijnheer de minister, ik heb twee elementen gehoord.

Het eerste betreft het Europese verhaal. Mijnheer de minister, dat is een synoniem voor verlamming, terwijl wij wachten op landen die de bezetting openlijk steunen. Dat Europese verhaal is daarvoor niet nodig.

Ten tweede, wanneer u spreekt over complexiteit, wil ik u verwijzen naar het Internationaal Gerechtshof. Dat heeft in juli 2025 een zeer duidelijke uitspraak gedaan. De bezetting is illegaal en de lidstaten hebben de plicht om die niet te steunen. Dat een uitspraak van de hoogste juridische instantie ter wereld.

Het enige wat ik u vraag – en daarover hebben we ook afspraken gemaakt in september – is wanneer die voorwaarden worden bekendgemaakt en uitgerold. Concreet, wanneer ligt dat importverbod op tafel en wanneer gaat het in uitvoering? Dat zijn mijn concrete vragen.

Ik heb daar jammer genoeg geen antwoord op gehoord en ik hoop dat alsnog te krijgen. Als dat niet nu is, dan zal ik daar opnieuw een vraag over stellen, maar ik hoop dat dat niet de manier van werken wordt. We hebben daarover immers een akkoord gesloten, dus ik verwacht dat dat zo snel mogelijk wordt uitgevoerd.

06.05 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de minister, u hebt op het einde van uw antwoord nogal cryptisch gezegd dat zodra het ontwerp van koninklijk besluit goedgekeurd is door de bevoegde minister, het zijn wetgevend traject kan voortzetten. U bent de bevoegde minister, dus ik hoop dat dat zo snel mogelijk zal gebeuren.

Ik weet van de andere ministers dat het voorbereidend werk is geleverd. Er zijn inderdaad nog bepaalde puntjes die moeten worden afgetoetst, maar we verwachten dat het koninklijk besluit snel op de regeringstafel komt om goedgekeurd te worden en op die manier uitvoering te geven aan het akkoord van 2 september; een heel gevoelig akkoord, overigens.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 56012008C de M. De Smet est sans objet puisqu'il est absent. La question n° 56012101C de M. Bayet est transformée en question écrite.

07 Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De teloorgang van onze farma-industrie" (56012104C)

07 Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Le déclin de notre industrie pharmaceutique" (56012104C)

07.01 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, we worden op alle mogelijke manieren ingehaald door Chinese bedrijven en dat geldt ook voor onze farmabedrijven. We stellen vast dat China een wereldspeler aan het worden is als het gaat over de ontwikkeling van innovatieve medicatie. Onze westerse farmabedrijven staan langs de zijlijn en we zien dat zij zich steeds meer beperken tot het sluiten van deals met Chinese onderzoekscentra om die medicijnen aan te kopen en te produceren.

De verschuiving van de onderzoeks- en ontwikkelingsfase richting China maakt dat westerse bedrijven tegen pakweg 2030 miljarden dollars aan omzet zullen verliezen door patentverval. Dat zal immers de weerbots zijn. Voor België en Vlaanderen, waar de farmasector traditioneel een sterke economische pijler vormt, rijst de vraag wat de economische effecten zullen zijn op de lokale onderzoeks- en productiestructuren.

Mijnheer de minister, hoe beoordeelt u de snelle toename van licentiedeals tussen westerse farmabedrijven en Chinese ontwikkelaars? Welke impact op de Belgische farmasector verwacht u daarvan op korte en middellange termijn?

Welke risicoanalyse inzake strategische autonomie werd uitgevoerd met betrekking tot die toenemende afhankelijkheid? Ik neem immers aan dat de farma-industrie als een strategische sector kan worden beschouwd.

Met welke maatregelen zult u garanderen dat Belgische farmabedrijven en onderzoekscentra concurrerend blijven? Welke initiatieven acht u noodzakelijk om te vermijden dat talent en innovatie naar het buitenland verschuiven? Dat is mijns inziens niet onbelangrijk.

Welke maatregelen worden er genomen om het verlies van klinisch onderzoek in België tegen te gaan?

Hebt u daarover al overlegd met uw Europese collega's? Zal er een gemeenschappelijke strategische actie worden ondernomen om de afhankelijkheden van China binnen de geneesmiddelenontwikkeling te beperken?

07.02 Minister **David Clarinval**: Mijnheer Van Lommel, sinds enkele jaren hebben Chinese farmaceutische bedrijven zich ontwikkeld en zijn zij wereldspelers geworden op het vlak van innovatieve geneesmiddelen. De toename van de licentieovereenkomsten met die bedrijven is op zich niet problematisch. Die overeenkomsten stellen westerse bedrijven in staat om zelf innovatieve geneesmiddelen en therapieën te ontwikkelen op basis van de Chinese ontdekkingen. Dat betekent ook dat het systeem voor de bescherming van intellectuele eigendom in China geleidelijk dichter aanleunt bij de westerse systemen, wat onze innovatieve bedrijven in staat stelt om hun uitvindingen in China beter te beschermen.

Men moet zich er wel van bewust blijven dat de opkomst van nieuwe actoren veranderingen in het concurrentielandschap met zich meebrengt. Daarom moeten we onze inspanningen voortzetten om onze farmaceutische bedrijven competitiever te maken.

Wat uw tweede vraag betreft, volgt de FOD Economie de situatie ten aanzien van China nauwlettend op. De afhankelijkheid van de Belgische farmaceutische industrie buiten de EU is geografisch gespreid, maar berust in grotere mate op Amerikaanse en Europese partners die geen lid zijn van de EU. Azië en in het bijzonder China vertegenwoordigen slechts een klein percentage. In dit stadium is er geen specifieke risicostudie gepubliceerd over de afhankelijkheid van België van Chinese farmaceutische bedrijven. Het Belgisch screeningmechanisme voor buitenlandse investeringen, dat in 2023 werd gecreëerd, onderzoekt of investeringen in Belgische farmaceutische bedrijven risico's kunnen inhouden voor de internationale veiligheid of de openbare orde. Investeringen uit China kunnen onder het toepassingsgebied van dat stelsel vallen.

Tot slot maakt een recente studie van de FOD Economie over de economische afhankelijkheid van België het mogelijk om bepaalde grondstoffen en strategische producten te identificeren die worden gebruikt voor innovatieve geneesmiddelen afkomstig uit China.

Wat uw derde en vierde vraag betreft, verzekert de FOD Economie het secretariaat van het Observatorium van de farmaceutische industrie, dat tot taak heeft de concurrentiepositie van de Belgische farmaceutische sector te analyseren en te evalueren, en aanbevelingen te formuleren. Volgens het laatste rapport van het Observatorium kampt de sector momenteel met een tekort aan talent in België. Het is dus noodzakelijk om meer talent op te leiden en extern talent aan te trekken om onze voortrekkersrol binnen Europa op het vlak van klinische proeven te behouden.

Ik werk ook aan een project voor de vereenvoudiging van de procedures inzake de prijsbepaling van geneesmiddelen om het op de Belgische markt brengen van geneesmiddelen te versnellen, ten gunste

van zowel patiënten als farmaceutische bedrijven.

Op Europees vlak pleit ik voor een snelle en ambitieuze vooruitgang met betrekking tot de hervorming van de SPC's (supplementary protection certificates), de verlenging van octrooien voor geneesmiddelen. Naar die hervorming wordt sterk uitgekeken door de sector en het is noodzakelijk dat we onze farmaceutische bedrijven het meest zekere en vereenvoudigde juridische kader bieden.

Wat uw vijfde vraag betreft, wordt er op Europees niveau nog een ander belangrijk instrument besproken, namelijk de Biotech Act. Dat project is erop gericht de Europese farmaceutische sector te versterken met meerdere hefboomen, namelijk, ten eerste, een vereenvoudigde regelgeving en versnelde procedures, ten tweede, maatregelen om de toegang tot financiering te faciliteren, ten derde, het gebruik van artificiële intelligentie om innovatie te versnellen, en ten vierde, stimulansen voor de innovatie van intellectuele eigendom. Ik verwelkom dat initiatief om de competitiviteit van een essentiële sector voor onze economie en onze strategische autonomie te versterken.

07.03 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, bedankt voor uw uitgebreid antwoord.

U zei aan het begin van uw antwoord dat de situatie vandaag niet zeer problematisch is en dat u op zich niet tegen synergieën bent, want geneesmiddelen redden nu eenmaal mensenlevens. Toch is het belangrijk om op te komen voor onze farmabedrijven. Onze farmasector is zeer sterk en we moeten ervoor zorgen dat die niet verzwakt. Ik ben daar heel bezorgd over.

U schetst de nood aan te nemen maatregelen. Ik hoop dat u daarnaar zult handelen. Ik kijk uit naar de noodzakelijke hervormingen die u voorstelt en hoop dat ze ook effectief zullen worden uitgerold in de komende periode. We zullen dat graag blijven opvolgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De acceptatieplicht voor contant geld" (56012105C)

08 Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'obligation d'accepter les paiements en espèces" (56012105C)

08.01 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de voorzitter, enkele jaren geleden werd een wetsvoorstel aangenomen om cashgeld verplicht te aanvaarden. Van een absolute acceptatieplicht kan evenwel niet gesproken worden, omdat er heel wat uitzonderingen zijn. Daarnaast is er ook de cashdrempel van 3.000 euro. In een aantal situaties zijn cashbetalingen sowieso uitgesloten, dat weten we allemaal.

Heel wat handelsorganisaties vinden die lijst met uitzonderingen voor contant geld nog onvoldoende en pleiten zelfs voor een verdere uitbreiding. Denk daarbij aan betalingen tussen 22.00 uur en 06.00 uur, betalingen voor abonnementen, vervoersbewijzen en dergelijke.

Op Europees niveau zou dat in de marge van de onderhandelingen over de digitale euro worden herbekeken. Dat wordt samen bekeken.

Mijnheer de minister, welk standpunt neemt u in over de mogelijke uitbreiding van de lijst van uitzonderingen op de acceptatieplicht van contant geld?

Niet alleen de acceptatieplicht is belangrijk, ook de toegang tot contant geld moet verzekerd zijn en blijven. Kunt u toelichten welke wetgeving hieromtrent in de maak is?

De afdwingbaarheid van de acceptatieplicht voor contant geld is op dit moment zeer beperkt. Er wordt ook maar sporadisch gecontroleerd. Uw voorganger, minister Dermagne, heeft dat uiteindelijk ook toegegeven. Bovendien wordt er pas overgegaan tot sanctionering na een tweede vaststelling. Toen er over die wetgeving werd gestemd, hebben we amendementen in die zin ingediend. Helaas heeft men ons daarin niet gevolgd. Bent u van mening dat een verstrenging van de regelgeving noodzakelijk is?

De betalingslimiet voor contant geld is vandaag op 3.000 euro vastgesteld. De Europese limiet bedraagt 10.000 euro. Met welke prestatie-indicatoren werd de effectiviteit van de Belgische limiet in

de strijd tegen witwassen nagegaan? Met andere woorden, waarom is het 3.000 en niet meer?

Welke waarborgen zult u inbouwen om de privacy van burgers te beschermen als er een strengere monitoring van contante en digitale transacties komt?

08.02 Minister **David Clarinval**: Ik ga ervan uit dat uw vraag betrekking heeft op de lopende onderhandelingen op Europees niveau over een nieuwe verordening betreffende de status van de euro als wettig betaalmiddel. Het standpunt van de lidstaten over de uitzonderingen op de aanvaardingsplicht voor contant geld kunt u terugvinden in artikel 5 van het onderhandelingsmandaat van de Raad van de EU. Dat is een publiek document. Het standpunt van het Europees Parlement daarentegen is nog niet bekend.

Ik deel uw mening niet dat de afdwingbaarheid van de aanvaardingsplicht voor contant geld in België zeer beperkt zou zijn. Elke melding over het niet aanvaarden van cash wordt prioritair behandeld door de Economische Inspectie. Bovendien wordt de aanvaarding van betaalmiddelen bij elke fysieke controle door de Economische Inspectie standaard nagegaan. Er zijn weinig andere lidstaten waar een handelaar een boete van 40.000 euro riskeert voor het niet aanvaarden van cash. Ik zie dan ook geen noodzaak om de Belgische wetgeving te verstrengen terwijl de Europese onderhandelingen nog lopen.

Mijn persoonlijk standpunt over toekomstige betalingslimieten voor cash is dat die in België niet strikter moeten zijn dan wat de Europese wetgeving ons oplegt. Dat volgt ook uit het principe van *no gold-plating*, zoals voorzien in het regeerakkoord.

Het punt is nog niet besproken binnen de regering. Wat de monitoring van contante en digitale transacties betreft, verwijs ik u naar mijn collega Jan Jambon, minister van Financiën.

08.03 **Reccino Van Lommel** (VB): Dank u wel voor uw antwoord, mijnheer de minister, al ben ik het er niet helemaal mee eens.

U zegt dat de afdwingbaarheid op dit moment geen probleem vormt, maar er zijn heel wat uitzonderingen in de wet voorzien, waardoor cashgeld niet hoeft te worden aanvaard. Het is voor een handelaar vandaag heel gemakkelijk om zich daarop te beroepen, maar dat wordt vaak onterecht toegepast.

U zegt ook dat de Economische Inspectie eventuele klachten prioritair behandelt. We weten echter allemaal dat er amper sancties worden uitgesproken. Er moet immers twee keer een vaststelling gebeuren door de Economische Inspectie voor er sprake kan zijn van een sanctie.

Uw voorganger, voormalig minister Dermagne, had daarover een andere mening toen ik hem een evaluatie van die wetgeving vroeg. U zegt dat een verstrenging niet aan de orde is en niet nodig. Ik denk dat dat wel nodig is, temeer omdat we vaststellen dat er amper sancties worden opgelegd. Dat betekent dat veel zaken onder de radar blijven. De voorwaarde van twee vaststellingen was niet realistisch om in de wet op te nemen. Er gebeuren heel wat praktijken die niet door de beugel kunnen en heel vaak wordt cash geweigerd.

Tot slot wil ik nog meegeven dat de betalingslimiet van 3.000 euro voor contant geld niet echt aan bod kwam, terwijl die limiet al geruime tijd bestaat. Het leven is duurder geworden. De 3.000 euro van toen is dus niet meer hetzelfde als nu. Het zou geen *gold-plating* zijn om die limiet op te trekken, aangezien de Europese limiet is vastgelegd op 10.000 euro. Ik zeg niet dat u het bedrag naar 10.000 euro moet optrekken, maar wellicht zou 5.000 euro acceptabel zijn. Dat zou niet leiden tot meer fraude. Ik deel uw mening dan ook niet. Dank u wel.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

09 **Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De basisbankdienst voor ondernemingen" (56012106C)**

09 **Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les services bancaires de base pour les entreprises" (56012106C)**

09.01 Reccino Van Lommel (VB): De basisbankdienst voor ondernemingen werd in de vorige legislatuur ingevoerd om ondernemingen en diplomatieke zendingen die moeilijk toegang krijgen tot commerciële bankdiensten de mogelijkheid te geven toch te kunnen gebruikmaken van minimale bankdiensten. In 2024 werd gewerkt aan verdere optimalisaties. Er werden ook aanpassingen doorgevoerd met betrekking tot de beslissingstermijnen, de weigeringsgronden enzovoort. Toch blijven er tot op vandaag een aantal knelpunten bestaan. Uit het jaarverslag over 2024 blijkt de noodzaak om de procedures en documentatievereisten van de basisbankaanbieders te harmoniseren.

Mijnheer de minister, liggen daarvoor vanuit uw kant voorstellen op tafel? De meerderheid van de ondernemingen die in 2024 een aanvraag indienden, is gevestigd in Vlaanderen. Een belangrijk deel daarvan zijn vzw's. Kunt u toelichten waarom bijna 60 % van het totale aantal aanvragen geen gunstig gevolg kreeg? Kunt u ook verduidelijken hoeveel aanvragen werden geweigerd wegens antiwitwasmaatregelen en hoeveel om administratieve redenen, bijvoorbeeld wegens onvoldoende documenten of andere oorzaken?

Het toepassingsgebied van de dienst werd ook uitgebreid tot vme's die niet in de KBO zijn ingeschreven. Wat was hun aandeel in die aanvragen?

De nieuwe maximale beslissingstermijn voor aanbieders werd vastgelegd op 45 dagen, met een mogelijke verlenging van maximaal 30 dagen. Zowel de naleving van de beslissingstermijnen als de motivering van de weigeringsbeslissingen blijken aandachtspunten te zijn. Hoe zal de naleving daarvan worden afgedwongen, zodat aanvragers niet langer dan nodig zonder bankrekening blijven?

Wordt een externe audit voorzien? Welke maatregelen acht u aangewezen om slapende aanvragen te heractiveren of net af te sluiten? Met welke indicatoren zal de efficiëntie, toegankelijkheid en transparantie van de basisbankdienst in 2025 worden gecontroleerd? Ik neem aan dat daar verder onderzoek naar zal gebeuren.

Tot slot, welk overleg hebt u gehad met de betrokken actoren en wat heeft dat tot hertoe opgeleverd?

09.02 Minister David Clarinval: Mijnheer Van Lommel, ik heb overeenkomstig het regeerakkoord de evaluatie van de wetgeving inzake de basisbankdiensten voor ondernemingen gelanceerd tijdens een rondetafelgesprek op 19 november. Daarbij heb ik de eerste feedback ontvangen van de sectorfederaties en de regulatoren. Nadien heb ik een schriftelijke consultatie gelanceerd die tot eind januari loopt.

Op basis van die input zal ik nog dit jaar een gerichte wetswijziging voorbereiden om het systeem performanter te maken. Ik heb ook samen met mijn collega Jan Jambon aan de Nationale Bank van België gevraagd om bijkomende controles uit te voeren naar verboden deriskingpraktijken van banken. Ik zal ook overleg tussen de banken en de sectorfederaties faciliteren om te zoeken naar maatregelen die derisking preventief kunnen aanpakken.

Met betrekking tot de specifieke gegevens die u hebt opgevraagd kan ik het volgende antwoorden. In 2024 werden er in totaal 236 aanvragen geregistreerd. Daarvan waren er 53 nog lopende op het einde van het jaar. Van de 183 afgewerkte dossiers kregen 94 een positieve en 23 een negatieve beslissing. De overige dossiers werden onontvankelijk verklaard of stopgezet door de aanvrager. Dat verklaart waarom een aanzienlijk deel van de aanvragen geen onmiddellijk gunstig resultaat kende.

Wat de vzw's betreft, werden in 2024 42 dossiers ingediend. Er waren 23 negatieve beslissingen. De redenen daarvoor staan in het jaarverslag. In 2024 werd slechts één aanvraag geregistreerd van een vereniging van mede-eigenaars die niet in de KBO is ingeschreven.

Wanneer banken de maximale beslissingstermijn overschrijden, kan de basisbankdienstkamer de betrokken bank daarop aanspreken. Indien nodig kan ook worden gebruikgemaakt van de sanctiemechanismen die zijn voorzien in het Wetboek van economisch recht.

Er is op dit moment niet in een externe audit voorzien, maar de werking en de termijnen worden door de FOD Economie intern continu gemonitord en geëvalueerd. Voor dossiers die dreigen te blijven hangen, wordt actief gewerkt met herinneringen en opvolging.

09.03 Reccino Van Lommel (VB): Dank u wel, mijnheer de minister, voor uw antwoord en voor de cijfers die u hebt gegeven.

Er is best nog wel wat optimalisatiewerk nodig. Ik reken erop dat u blijft optimaliseren en evalueren. U hebt daarnet verwezen naar 2024. 2025 is net voorbij, dus ik ga ervan uit dat u ook daarvoor zult kijken welke evolutie er uiteindelijk is geweest. Er is onlangs gewerkt aan een optimalisatie, maar ik neem aan dat er in de toekomst misschien nog verdere aanpassingen nodig zijn. We komen daar dus zeker graag op terug. Wij zullen ook de jaarverslagen verder blijven opvolgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Vraag van Reccino Van Lommel aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De extra diensten van banken" (56012107C)

10 Question de Reccino Van Lommel à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "Les services supplémentaires offerts par les banques" (56012107C)

10.01 Reccino Van Lommel (VB): We zien een evolutie in de bankensector. In het verleden richtte die zich eerder puur op bancaire diensten, maar de dienstverlening van de banken breidt zich hoe langer hoe meer uit tot geïntegreerde commerciële platformen. Ik denk aan woningdiensten, mobiliteitsoplossingen of de verkoop van nieuwe en tweedehandswagens. Het gaat heel breed. De banken doen dat natuurlijk om de klanten aan zich te binden en om bijkomende diensten te kunnen binnenhalen, zoals kredieten. Het kan ook gaan om verzekeringen en andere diensten.

Mijnheer de minister, wat is volgens u de impact van dergelijke hybride financieel-commerciële platforms op de concurrentie en op de marktdynamiek?

Kunt u toelichten of u de toegenomen verweving van bancaire diensten met niet-financiële producten als een positieve evolutie beschouwt of eerder als een risico voor marktverstoringen?

Wat is de rol van de Mededingingsautoriteit en de toezichthoudende instanties in het opvolgen van die nieuwe marktstrategieën binnen de sector? Welke aanbevelingen hebben ze gedaan om de transparantie te garanderen wanneer banken dergelijke onestopshoppingdiensten aanbieden?

Met welke monitoringmechanismen zult u nagaan in welke mate klanten voordeel halen uit de integratie van diensten, dan wel onbedoeld nadeel ondervinden, bijvoorbeeld inzake keuzevrijheid of door een onduidelijke kostenstructuur?

Past de toegenomen rol van banken in niet-financiële diensten binnen het financiële stabiliteitskader dat de Europese regelgeving inzake kredietverlening en consumentenproducten voorziet?

Acht u bijkomende regelgeving aangewezen? Hebt u daarover overleg gehad?

10.02 Minister David Clarinval: Mijnheer Van Lommel, het zal u niet verrassen dat ik als liberaal minister van Economie geloof in een vrije marktwerking, gestuurd door vraag en aanbod, niet door overheidsinterventie en al zeker niet door microregulering. Desondanks bestaat de perfecte vrije markt niet. Daarom hebben we algemene regels die concurrentievervalsing moeten tegengaan en ervoor moeten zorgen dat consumenten vrije en weloverwogen beslissingen kunnen nemen.

Specifiek wat de combinatie van bankdiensten met niet-financiële diensten betreft, beschik ik niet over objectieve gegevens die erop wijzen dat die producten een inherent risico van marktverstoring inhouden. Ik beschik evenmin over objectieve gegevens die erop wijzen dat die producten nadelig zijn voor consumenten.

Over het algemeen kan ik u meedelen dat ik niet van plan ben om voor elk nieuw product dat op de Belgische markt wordt gelanceerd een monitoringsmechanisme te creëren. Ik ben evenmin van plan om voor elk nieuw product een nieuwe regelgeving uit te werken. Wat ik u wel kan verzekeren, is dat ik ervoor zal zorgen dat de marktautoriteiten onder mijn bevoegdheid, met name de Economische Inspectie, de FSMA en de BMA, over de nodige tools en bevoegdheden beschikken om de eerlijke concurrentie en consumentenbescherming te waarborgen.

Dit Parlement zal nog dit jaar kunnen stemmen over niet minder dan drie wetsontwerpen met diverse bepalingen, waarmee de Economische Inspectie, de FSMA en de BMA versterkt zullen worden. Het eerste wetsontwerp houdende diverse bepalingen betreffende de economie werd vandaag besproken.

Wat de stabiliteit van de financiële instellingen betreft, verwijs ik u naar mijn collega Jan Jambon, de minister van Financiën.

10.03 Reccino Van Lommel (VB): Mijnheer de minister, u bent voor de vrije markt van vraag en aanbod. Ik ook. Het zal u misschien verbazen, maar de overheid hoeft zich niet in te mengen als het niet noodzakelijk is. Wat dat betreft, zitten we zeker op dezelfde lijn.

Een correctie, waar nodig, moet echter wel mogelijk zijn. Ik wil niet zeggen dat u vandaag nieuwe wetgeving op tafel moet leggen. Dat was ook helemaal mijn vraag niet. Ik wilde eerder weten wat uw standpunt is en hoe u daar als minister vandaag naar kijkt, omdat er een evolutie op de markt wordt vastgesteld die voor sommige consumenten goed kan zijn, maar voor anderen nadelig kan blijken. Het is interessant om dat van nabij op te volgen.

U zegt dat u geen monitoringmechanisme wilt invoeren om na te gaan of er een voordeel of nadeel is. Ik ben het daar niet helemaal mee eens. Op de ene of andere manier moet u dat wel proberen op te volgen.

Als uiteindelijk blijkt dat alles goed loopt, wie ben ik dan om te zeggen dat bijkomende maatregelen noodzakelijk zijn? Het is te verkiezen dat het resultaat positief is. Misschien zijn er echter een aantal negatieve effecten die wel moeten worden aangepakt. Zo weten we dat tenminste. Het laatste wat ik wil, is dat we over een aantal jaren moeten vaststellen dat consumenten aanzienlijke nadelen hebben ondervonden door die evolutie. Het zou bijzonder jammer zijn als we op dat moment met elkaar in debat moeten gaan. Over een aantal zaken zijn we het eens, maar over de verdere opvolging ervan verschillen we duidelijk van mening. Dank u wel.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 59.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.59 uur.